

Avant-propos

L'Académie catholique du Val de Seine est heureuse d'accueillir dans ses travaux de sa collection de recherche, après l'ouvrage de Sara Descamps sur les savants orientalistes, celui du Père Lucian Dinca¹. Prêtre, professeur et directeur du 3^e cycle du département de théologie catholique de l'université de Bucarest, il était particulièrement prédisposé à réaliser pareille enquête.

Ses résultats sont effarants : après 1945, l'activité de l'Institut français d'études byzantines (IFEB), aujourd'hui installé à l'Institut Catholique de Paris, a été particulièrement surveillée par la Securitate, la sinistre police politique du régime communiste érigée en Roumanie après la fin de la Seconde guerre mondiale. Mais plus qu'un simple « espionnage » à des fins de sûreté nationale, ce fut une véritable entreprise de destruction organisée. Les Pères assomptionnistes qui en assumaient la responsabilité ressortirent broyés. Certains furent expulsés. D'autres internés pendant de nombreuses années.

La cruauté du régime communiste roumain a déjà maintes fois été dénoncée. Elle atteint des horreurs sans nom. Beaucoup d'entre nous ont encore en tête les images télévisées du « grand rassemblement populaire » organisé le 21 décembre 1989 à Bucarest par le dictateur Nicolas Ceausescu. Alors qu'il atten-

1. S. DESCAMPS-WASSEF, *Dictionnaire sélectif biobibliographie des savants orientalistes*, Ed. Orizons, 2021.

avait un soutien des participants, il fut copieusement hué avant d'être condamné à mort après un procès expéditif quelques jours plus tard, le 25 décembre.

De ce fait, cet ouvrage tombe à pic. Certes, il montre ces « engrenages de la terreur » avec une minutie exceptionnelle. En effet, le Père Dinca a pu, comme chercheur accrédité, avoir un accès privilégié aux archives de la Securitate. Celles-ci montrent que des policiers incultes ne comprenaient pas grand-chose aux activités scientifiques de l'IFEB. Surtout, ils instaurèrent un espionnage de tous les instants. Le plus cruel est sans doute d'avoir utilisé des enfants.

Mais 2023 marque aussi le centenaire de la présence des religieux Augustins de l'Assomption en Roumanie. Il ne m'appartient pas ici de raconter cette histoire riche, tourmentée, douloureuse. Marquée par la précarité des installations, les guerres, la suspicion de prosélytisme de la part des Églises orthodoxes, l'installation des communistes et l'emprisonnement de plusieurs religieux, la congrégation a tenu bon. Cette longévité et ce dynamisme est étonnant. L'activité scientifique de premier plan au sein de l'IFEB a été analysée lors d'un important colloque à Bucarest en 2014². La réinstallation des assomptionnistes à Bucarest et la mise en place du Centre Saint Pierre-Saint André a offert des possibilités de rayonnement nouveau et d'une activité pastorale dans le droit fil de leurs prédécesseurs.

Ici, on lira avec intérêt ces « portraits assomptionnistes ». On y verra la vitalité de ces chercheurs, savants, professeurs, prédicateurs, éducateurs, missionnaires, tout entiers dévoués à leur tâche. Soucieux d'un progrès dans le savoir, ils ne ménagèrent pas leurs efforts dans la découverte de terrains parfois complètement inédits pour eux : histoire et civilisation de Byzance, Églises orthodoxes et théologie, connaissance des peuples et civilisations de l'Orient... Leur effort de publica-

2. M.-H. BLANCHET, I.-A. TUDORIE, *L'apport des assomptionnistes français aux études byzantines* [Actes du colloque de Bucarest, 25-27 septembre 2014], Institut français d'études byzantines, Paris, 2017.

tion de textes anciens, de revues, de constitution de collections, de monographies et de thèses fut hors du commun. La revue phare en fut longtemps « les Echos d'Orient ». Aujourd'hui, la « Revue des Études Byzantines » en poursuit l'odyssée. Mais ce fut surtout une aventure humaine et spirituelle sans équivalent. Puissent ces pages le montrer avec gratitude pour les sacrifices consentis.

J. F. Petit,
Institut Catholique de Paris.

Préface

La Roumanie a connu, entre 1930-1948, pas moins de sept régimes politiques³, allant de l'extrême-droite jusqu'à l'extrême gauche, de la monarchie et démocratie au totalitarisme : jusqu'à vers la fin de 1937, le pays a connu une relative démocratie et une période de prospérité économique, culturelle et sociale ; entre février 1937 et septembre 1940 la Roumanie était entre les mains du Roi Charles II qui instaure un régime politique personnel ; au mois de septembre 1940, les Légionnaires s'emparent du pouvoir jusqu'en janvier 1941 ; le général, ensuite maréchal Ion Antonescu concentre entre ses mains tout le pouvoir de janvier 1941 jusqu'au mois d'août 1944 ; le pays vit ensuite une petite période de démocratie, avec des limites, entre le mois d'août 1944 et février 1945 ; Petru Groza devient premier-ministre en 1945 et installe une gouvernance communiste jusqu'en décembre 1947 ; le 30 décembre 1947, la Roumanie est proclamée République Populaire et le communisme totalitariste s'installe pour gouverner ce pays, passé dans le giron soviétique, jusqu'au 22 décembre 1989, la fuite du dictateur Ceaușescu, son jugement par un tribunal militaire et sa condamnation à mort, le 25 décembre.

L'Assomption, une Congrégation religieuse catholique de droit pontifical, fondée en 1850 à Nîmes, par le Vénérable P. Em-

3. L. Boia, *Capcanele istoriei. Elita intelectuală românească între 1930-1950*, București, Humanitas, 2016, p. 7.

manuel d'Alzon, arrive en Roumanie, à la demande de l'évêque gréco-catholique d'Oradea, M^{gr} Valeriu-Traian Frențiu, en 1923, et s'établit d'abord à Beiuș, ensuite à Lugoj, en 1927, à Blaj, en 1929 et à Bucarest, en 1930. En Transylvanie, la mission des Assomptionnistes était plutôt l'éducation humaine, intellectuelle et spirituelle des jeunes générations, tandis qu'à Bucarest, c'était une mission plutôt culturelle et académique grâce aux deux Instituts : « l'Institut Saint Augustin », rue Știrbei-Vodă, n° 147, où se déroulait un programme de conférences et se réunissaient des groupes de réflexion intellectuelle, humaine, spirituelle et sociale, et « l'Institut Français des Études Byzantines », transféré de Kadiköy en 1937, et où l'activité principale était la recherche en byzantinologie et les cours universitaires. À Bucarest, la revue fondée à Kadiköy, *Échos d'Orient*, devient *Revue des études byzantines*, une publication incontournable dans le monde académique et dans les études spécialisées. Toujours à Bucarest, les Assomptionnistes travaillaient aussi en pastorale, dans l'Église gréco-catholique. La communauté fondée par le P. Barral, rue Christian Tell, n° 18, était sollicitée pour des services religieux à l'église « Saint Basile le Grand », devenue la cathédrale de l'Église gréco-catholique, en 2014, une fois que Bucarest a été érigé en éparchie par le Saint Synode gréco-catholique de Blaj. Après 1990, l'Assomption s'est transférée aussi, avec une fondation à Bacău, dans le rite romano-catholique et a donné quelques vocations roumaines. Aujourd'hui, après la fermeture de Blaj, en 2012, l'Assomption est présente en Roumanie en deux communautés, Bucarest, l'ancien immeuble de l'IFEB, et Bacău (Mărgineni).

Dans cet ouvrage, je me suis proposé de rendre hommage aux pères qui ont vécu dans cette mission, surtout qui ont dû faire face au totalitarisme politique, à la suppression de l'Église gréco-catholique dans laquelle s'activait l'Assomption roumaine et à la poursuite juridique de la part des organes de la Securitate roumaine, un vrai système de contrôle et d'oppression de la population, surtout de la classe intellectuelle et des

opposants au régime communiste. Ayant en accès aux archives de la Securitate, CNSAS⁴, je me suis procuré tous les dossiers ayant trait aux pères assomptionnistes et à leur œuvre phare de Bucarest, l'IFEB. Dans la première partie du travail, je présenterai donc, en m'appuyant sur les travaux des artisans de cette œuvre, le P. Vitalien Laurent et l'un de ses disciples, le P. Albert Failler, l'activité de recherche de cet Institut et à partir des dossiers de la Securitate, je montrerai comment le régime politique totalitaire, qui s'installait en Roumanie depuis la Seconde guerre mondiale, a tout fait pour dissoudre cet Institut et renvoyer ses chercheurs en France. Ensuite, je présenterai les figures emblématiques des assomptionnistes qui ont subi la prison du régime communiste et/ou qui ont des dossiers à leur nom pour avoir été poursuivi en vue de trouver des accusations sur leur compte et les faire condamner. Comme tous étaient du rite gréco-catholique et que cette Église avait été supprimée en Roumanie par décret du Gouvernement en 1948, tous les assomptionnistes sont entrés dans la résistance, sans jamais accepter le compromis, ni avec l'État, ni avec l'Église orthodoxe qui leur promettait des hautes fonctions au cas où ils se décidaient de faire le passage dans cette Église, comme prévoyait la législation politique en vigueur. Pour chaque père assomptionniste, je présenterai brièvement quelques dates biographiques officielles et qui se trouvent dans les documents publiés par le P. Jean-Paul Perier-Muzet, l'archiviste de la Congrégation entre 2000 et 2010. Après cette brève biographie, je propose une lecture des dossiers de la Securitate en laissant plutôt les documents des pères en question parler et en donnant, le plus possible, la voix aux officiers, souvent très zélés, de la Securitate pour décrire l'activité informationnelle sur les pères assomptionnistes.

Le lecteur fera connaissance dans ce livre, tout d'abord, avec les PP. français qui ont activés dans leur mission à l'IFEB : Vitalien Laurent, son directeur et le responsable de la *Revue*

4. Conseil National pour l'Étude des Archives de la Securitate.

des études byzantines, Jean Darrouzès, le bibliothécaire, Jules Janin, Emile Jean, Jean Maurice Gouillard, Louis Barral. Ensuite, je présenterai les figures des pères roumains qui ont tenu le flambeau du charisme assomptionnistes dans la Roumanie communiste : les PP. Berinde Ștefan, Liviu Leluțiu, Bernard Ștef, Teofil Pop et Vamvulescu Anton, et les FF. Emilian Indrea et Petru Bîrsan. La question qui m'est restée après la lecture de plus des 10.000 pages des 28 dossiers de la Securitate est la suivante : comment aurions-nous fait à leur place dans le contexte qui était le leur ? C'est pourquoi je ne porte aucun jugement, aucune accusation, aucune arrière-pensée ni sur leur vie, ni sur leurs choix dans le vécu de la vie religieuse. La petite formation que j'ai suivie avant d'entreprendre ce travail colossal, m'avait aidé à comprendre que dans les dossiers de la Securitate, il y a des choses à prendre et à laisser. Tout n'est pas vrai, tout n'est pas faux et souvent les officiers devaient écrire leurs rapports ou extraire des déclarations des informateurs ou des personnes poursuivies afin de faire une bonne opinion d'eux-mêmes devant leurs supérieurs hiérarchiques. Tout le monde poursuivait tout le monde. Tout le monde informait tout le monde. Alors, dans mon analyse j'ai essayé de maintenir un certain équilibre dans les affirmations, tout en présentant aussi les opinions des officiers afin de voir jusqu'où pouvait aller leur zèle ou l'endocritinement marxiste-léniniste qui a dominé dans le pays pendant 44 ans. La seule chose qui motivait les assomptionnistes dans toute cette aventure durant la traversée du tunnel noir dont ils ne voyaient plus le bout, c'était la foi qu'ainsi ils participaient au sacrifice du Christ, qui n'a pas tenu être considéré l'égal de Dieu, mais, il s'est anéanti prenant la condition de serviteur jusqu'à mourir, et mourir sur une croix (Eph 2, 6-9).

Introduction

En 1945, la Roumanie entrait dans un « tunnel noir », la répression communiste sous la direction de Moscou, duquel elle ne sortira que 44 ans plus tard, en 1989. Le Parti Communiste, arrivé au pouvoir juste après la Seconde guerre mondiale, a cherché un allié puissant dans l'Église « officielle » de l'État, à savoir l'Église Orthodoxe Roumaine, afin de consolider sa politique d'oppression. Un premier décret, de triste mémoire pour l'Église gréco-catholique et la vie religieuse en Roumanie, a été le décret 358, du 1^{er} décembre 1948, publié dans le bulletin officiel le 2 décembre 1948 :

« Décret n° 358 du 1^{er} décembre 1948, publié dans le Bulletin officiel n° 281, le 2 décembre 1948, émis par le Ministère des Cultes pour établir la situation de fait de l'ancien culte gréco-catholique en République Populaire Roumaine :

Art. 1 : Après le retour des communautés locales (paroisses) du culte gréco-catholique au culte orthodoxe roumain et en conformité avec l'art. 13 du décret n° 177 de 1948⁵, les organisations centrales et statutaires de ce culte, comme : la

5. « Les cultes religieux, pour pouvoir s'organiser et fonctionner, doivent être reconnues par un décret du Président de la Grande Assemblée Nationale, donné par la proposition du Gouvernement, suite à la recommandation du Ministère des Cultes. Pour des motifs bien établis, la reconnaissance pourra être retirée par les mêmes procédures », *Décret pour le régime général des cultes religieux*, texte corrigé conformément aux ratifications apparues dans le Moniteur officiel n° 204, du 3 septembre, 1948.

Métropolie, les évêchés, les chapitres, les organes, les congrégations, les doyennés, les monastères, les fondations, les associations, et toute autre institution et organisation, peu importe sa dénomination, cesse d'exister.

Art. 2 : Le patrimoine mobile et immobile appartenant aux organisations et aux institutions nommées à l'art. 1 du présent décret, exception ayant faite pour les anciennes paroisses, reviennent à l'État Roumain, qui va entrer en possession immédiatement. Une commission interparlementaire composée des délégués des Ministères des Cultes, des Finances, des Affaires Internes, de l'Agriculture et des Domaines et de l'Enseignement Public, décidera la destination de ce patrimoine, pouvant attribuer une partie à l'Église Orthodoxe Roumaine, ou aux différentes parties de ses composantes. »

Ce décret interdit donc l'existence de l'Église gréco-catholique en Roumanie, de même que toute survie de vie religieuse ou vie consacrée sur le territoire de la Roumanie Populaire, contrôlée désormais à partir de Moscou. Les premières victimes de ce décret sont les évêques gréco-catholiques, accusés d'être des révolutionnaires, avec des idées impérialistes et dirigés par les services secrets du Vatican :

1. Iuliu Hossu, évêque de Cluj-Gherla, celui même qui a lu le décret d'unification de la Grande Roumanie le 1^{er} décembre 1918 à Alba-Iulia, après plusieurs années de prison et de domicile forcé, va mourir à l'hôpital Colentina de Bucarest, le 28 mai, 1970 ; en 1969, le Pape Paul VI l'avait créé cardinal *in pectore*, nouvelle rendue publique en 1974.

2. Vasile Aftenie, évêque auxiliaire à Blaj, avec le siège à Bucarest, après les tortures de la prison communiste de Jilava, meurt le 10 mai 1950, à l'âge de 50 ans.

3. Ioan Suci, évêque de Blaj, meurt suite aux mauvais traitements et à la torture dans la prison de Sighetu Marmăției, à la frontière avec l'ex URSS, actuellement l'Ukraine, le 27 mai 1953, à seulement 46 ans.

4. Valeriu Traian Frențiu, évêque d'Oradea, celui même qui a insisté pour que les Assomptionnistes s'installent en Roumanie, dans le diocèse gréco-catholique d'Oradea, d'abord, ensuite à Blaj et puis à Bucarest ; il meurt le 11 juillet 1952 dans la prison de Sighetu Marmației, à l'âge de 77 ans.

5. Titus Livius Chinezu, évêque auxiliaire à Bucarest, est consacré au monastère de Căldărușani, environ de 35 km au Nord de Bucarest, par les évêques gréco-catholiques réunis comme prisonniers dans ce monastère, transformé, pour les circonstances, en lieu de détention pour les évêques « non-revenus » à l'orthodoxie, en espérant qu'il continuera la mission comme évêque après la mort des autres évêques gréco-catholiques ; mais il n'arrive pas à exercer son ministère épiscopal, car il s'éteint le 15 janvier 1955, à 51 ans, à cause du froid dans la prison de Sighetu Marmației.

6. Ioan Bălan, évêque de Lugoj, meurt à l'hôpital suite aux mauvais traitements auxquels il a été soumis durant sa détention à Sighet. C'était le 4 août 1960, il avait 80 ans.

7. Alexandru Rusu, évêque de Baia Mare, meurt dans la prison de Gherla, le 9 mai 1963, à l'âge de 79 ans, après de longues souffrances et du traitement inhumain auquel il a dû faire face durant la longue période de détention.

8. Iuliu Hirțea, évêque *in pectore*, consacré par le nonce apostolique à Bucarest, Patrick O'Hara, en 1949, afin de continuer la mission de résistance de l'Église gréco-catholique durant le « régime de fer » ; après 13 ans de détention, sa santé décline et il meurt en 1978, en ayant ces paroles comme testament : « Nous ne sommes pas de ceux qui se taisent et gardent le silence. Nous ne sommes pas l'Église du silence, mais nous sommes membres de l'Église du monde libre. Ils, les communistes, sont la vraie Église du silence, parce qu'ils ne parlent pas explicitement en notre nom ».

Ni les évêques romano-catholiques n'ont pas été épargnés et ils ont dû partager le sort de leurs confrères gréco-catholiques :

1. Alexandru Cisar, évêque de Bucarest, trouve la fin de sa vie dans la prison de Jilava, en 1951, pour avoir incité les catholiques à rester fidèles à leur Église et au successeur de Pierre, le Pape de Rome.

2. Anton Durcovici, évêque de Iași, est arrêté par la Securitate tandis qu'il allait donner le sacrement de la confirmation dans une communauté catholique limitrophe à Bucarest, et a trouvé la mort dans la prison de Sighetu Marmației en 1950, suite au traitement inhumain qu'il a dû subir.

3. Francis Schöffeler, évêque d'Oradea, trouve la mort en 1957, sans savoir toutefois s'il est mort dans la prison de Gherla ou près de Bucarest.

4. Augustin Pacha, évêque de Timișoara, suite au traitement inhumain infligé par les officiers de la Securitate, meurt en 1955.

5. Aron Marton est le seul évêque catholique à avoir survécu aux prisons communistes ; il est le seul évêque en fonction tandis qu'à Rome se déroulent les travaux du second concile du Vatican, entre 1962-1965 ; il aurait pu participer à ce concile, mais il a préféré être solidaire de son peuple plutôt qu'aller prononcer devant les conciliaires un discours fait de toutes pièces par les communistes sur la liberté religieuse en Roumanie.

De ces victimes et de beaucoup d'autres, que le peuple roumain a connu durant le régime stalinien, ils arrivent jusqu'à nous les paroles, laissées comme un testament par le Cardinal Iuliu Hossu⁶ durant les plus terribles persécutions : « Maintenant dans notre pays est arrivée l'heure de l'héroïsme chrétien. L'Église de rite byzantin, la vraie expression de la culture roumaine et de la foi romano-catholique signifie la présence authentique de notre Saint Sauveur parmi les roumains, et la persécution que nous subissons est pour le Christ. Jésus, dans son Corps Mystique, est encore flagellé, craché, couronné d'épines et crucifié.

6. Voir : Iuliu Hossu, *Credința noastră este viața noastră*, mémoires du Cardinal Iuliu Hossu, *Viața creștină*, livre traduit en italien : *La nostra fede è la nostra vita*, EDB Bologna, 2016.

La Cité de l'Église du Christ en Roumanie est attaquée par les fils des ténèbres. Que vous n'écriviez pas dans les pages de l'histoire les paroles : lâche et traître. Luttez pour notre éternel patrimoine de Vérité et Lumière, pour l'unique voie du salut de l'humanité : l'Église unie avec Jésus Christ ».